Nils Ušakovs, maire pragmatique d’une société de gauche post-ethnique?

Description

Il est difficile de définir celui qui, depuis 2009, est maire de Riga. Les qualifications réductrices abondent le concernant et en choisir une revient à le mettre dans une case : russophone, social-démocrate, agent de la Russie, gestionnaire hors pair, populiste, ami des oligarques ?



C’était une première et ce fut un choc pour bon nombre des habitants de la Lettonie mais, en juin 2009, les électeurs de Riga ont fait le choix d’installer à la tête de la ville un maire d’origine russe. Présenté comme « russophone » puisqu’il maîtrise le russe (et même s’il maîtrise également le letton), c’est ainsi qu’il est apparu alors et continue aujourd’hui d’être perçu par beaucoup. Né à Riga en 1976, Nils Ušakovs est en effet issu d’une famille de militaires russes. Ses deux grands-pères ont combattu dans l’Armée rouge en tant qu’officiers durant la Seconde Guerre mondiale et certains de ses ancêtres ont pris part à la guerre civile russe. Voilà pour la famille. Nils Ušakovs a fait ses études à Riga et où il a obtenu son diplôme d’économie de l’université de Lettonie en 1999, année où il a acquis la citoyenneté lettone. Il a ensuite poursuivi son cursus consacré à l’économie et à l’intégration européenne au Danemark, jusqu’en 2002. Il s’exprime donc indifféremment en letton et en russe, entre autres. En 2005, lors de la création du Saskaņas Centrs (SC, Centre de l’harmonie), parti mobilisé sur la défense de la population russophone de Lettonie et de centre-gauche, il en a pris la direction. L’ascension du parti et de son leader fut fulgurante.

En juin 2013, les habitants de la capitale ont reconduit le maire dans ses fonctions. L’année précédente, la Commission européenne avait fait réaliser un sondage auprès des citadins d’Europe à propos de leur perception de la qualité de vie. Les habitants de Riga s’y sont révélés largement satisfaits (+ de 81 %), ce taux étant en hausse par rapport à 2009. Qu’il s’agisse des transports, du nombre de musées, de théâtres, de bibliothèque ou d’équipements sportifs, de la possibilité de procéder à des achats ou de la présence de parcs, les habitants de Riga, globalement, se sont dits très satisfaits de la vie dans leur ville.

Pour une Lettonie post-ethnique

En 2005, le SC est né de l’union entre diverses formations à la fois de gauche et favorables à la défense des droits de la population russophone de Lettonie. Le SC militait alors pour l’instauration d’une société plurielle et le libre choix de la langue d’enseignement. Lors des élections législatives d’octobre 2006, la belle performance du SC a été en partie expliquée par l’atténuation de la polarisation de l’électorat. Le parti de N. Ušakovs aurait retiré des voix aux partis russophones et de gauche plus radicaux. Il a réitéré son exploit aux législatives de septembre 2011 lors desquelles il a obtenu la majorité relative (28,37 % des voix), ce qui a poussé les partis de droite traditionnels dans leurs derniers retranchements : en refusant d’inviter le SC à entrer dans la coalition gouvernementale, ils ont à la fois protégé le parti de l’exercice du pouvoir en pleine crise économique et radicalisé les électeurs qui avaient choisi le SC et qui se sont sentis trahis[1].

Nils Ušakovs a alors pris une décision qui en a dérouté plus d’un: en novembre 2011, il a répondu à l’appel à signatures lancé par le parti radical Zarya (Za rodnoï Iazyk, Pour la langue maternelle) de Vladimirs Lindermans qui souhaitait la tenue d’un référendum sur le statut de la langue russe. N. Ušakovs a apposé sa signature en précisant qu’il s’agissait pour lui de permettre au référendum d’avoir lieu et donc à chacun de s’exprimer, mais qu’à titre personnel, il ne souhaitait pas voir le russe devenir deuxième langue nationale de Lettonie.

Dans un contexte de luttes politiques acerbes et de rumeurs de financement de son parti par la Russie, le geste du maire a été instrumentalisé par ses opposants qui ont eu vite fait de dresser le portrait d'un agent de V. Poutine. N. Ušakovs n'en a pas moins maintenu son *credo*, discours bien rodé sur la volonté de vivre dans une société unie, où chacun respecte l'autre quelles que soient ses origines et sa langue maternelle. L'évolution du comportement électoral dans la ville semble en partie lui donner raison. Lors des dernières municipales, en juillet 2013, le SC a fait un bon score. Or, si un peu plus de la moitié de la ville (51 %) est composée de russophones, la part de ces derniers dans l'électorat est nettement plus faible compte tenu du fait que la moitié d'entre eux sont privés de droit de vote, ayant un statut de non-citoyen ou bien une nationalité hors UE. On estime que 25 % de la population de la ville aujourd'hui est privée du droit de vote. Lors des municipales de 2013, les 58 % de voix récoltées par l'alliance créée par le SC et le parti Gods kalpot Rīgai! (GKR!, Fier de servir Riga !, créé sur les décombres de l'alliance de droite traditionnelle LPP/LC) n'est donc pas le reflet d'un vote uniquement ethnique. Le SC fait la démonstration que l'électorat n'est pas aussi clivé selon des lignes culturelles et/ou ethniques qu'on veut bien le croire puisqu'un vote communautariste n'aurait pas suffi à rapporter 58 % des voix à cette alliance[2].

Cela ne peut que ravir N. Ušakovs, qui dit vouloir se positionner au-delà des divisions ethniques. D'ailleurs, son parti lui-même change de l'intérieur et se dit désormais « *plus compétent, plus professionnel et plus letton* »[3], ce que prouverait l'évolution de sa composition.

Pour la fin du tout libéral

Parti de gauche, le SC a toujours fait campagne pour une politique plus sociale, dans un contexte national où l'on tend souvent à assimiler les politiques de gauche à des relents de communisme oppressif. Durant la campagne des législatives de 2011, le SC demandait une hausse du salaire minimum, une réduction de l'impôt sur le revenu, la renégociation des termes du remboursement du prêt de 7,5 milliards d'euros consenti par l'UE et le FMI et l'annulation de certaines coupes budgétaires. L'ostracisme dont il a été victime à l'issue de ces élections l'a en fait protégé de l'exercice du pouvoir dans un contexte de crise. Le SC n'a jamais pu participer au gouvernement, ce qui l'a mis à l'abri des critiques.

En revanche, le parti est aux affaires dans un certain nombre de villes lettones. À Riga, la réélection de N. Ušakovs atteste la satisfaction de la population. Même s'il est vrai que la campagne calamiteuse menée par sa principale concurrente, Samīrte Ēlerte (du parti au pouvoir Vienotība), exclusivement centrée sur la place de la langue lettone à Riga et le danger d'une formation russophone au pouvoir, a vraisemblablement été contre-productive, au profit de sa cible. Comme à son habitude, N. Ušakovs a, lui, déroulé un discours pragmatique, évoquant l'entretien des routes, les programmes de protection sociale et la construction de crèches.

À titre d'exemple, on peut citer la réforme engagée par le maire dans les transports publics[4]. Après moult débats au niveau national et quelques tentatives de blocage, N. Ušakovs est en train d'instaurer un système de cartes de transport qui va permettre aux habitants de la ville de payer leur abonnement moitié prix. Il s'agit par-là de favoriser l'utilisation des transports en commun et de lutter contre la pollution et les embouteillages, mais pas seulement. La lutte engagée sur ce thème entre N. Ušakovs et le gouvernement est allée loin puisque le deuxième a failli invalider la réforme du premier au nom d'une inconstitutionnalité confirmée par le Parlement qui a interdit à la ville d'utiliser le seul critère du lieu de résidence pour délivrer les cartes d'abonnement à prix réduit. N. Ušakovs s'est tiré de cette accusation de discrimination par une manœuvre assez simple et a ajouté un second critère précisant que la réduction s'adresse non seulement aux habitants de Riga mais qui sont en outre âgés de moins de 75 ans (on se rassurera quant à la discrimination imposée aux plus de 75 ans qui, de toute façon, ont droit aux transports en commun gratuits). Bientôt, les détenteurs de la carte paieront donc 0,60 euro le trajet, contre 1,20 euro pour les autres.

On aurait tort de ne voir dans cette réforme qu'une simple lubie de la part d'un maire qui souhaiterait s'aligner sur la modernité de Tallinn, la capitale estonienne ayant déjà instauré un système comparable (qui va jusqu'à la gratuité pour les habitants de la ville!). En fait, N. Ušakovs réclame depuis longtemps que les municipalités puissent récupérer une part de l'impôt sur les sociétés et/ou de la TVA. Pour le moment, elles ne récupèrent que l'impôt sur le revenu, qui est moins incitatif pour une municipalité (si elle profitait de l'impôt sur le travail, la ville se battrait pour les entreprises dans

ses murs). En l'absence de réponse de la part des autorités nationales, le maire tente d'optimiser la situation: avec sa réforme des transports, il souhaite inciter les usagers à s'inscrire en tant qu'habitants de Riga ce qui, par l'augmentation du nombre de foyers fiscaux, sera profitable à la municipalité. Or, on estime actuellement que 100 000 personnes vivent et travaillent à Riga sans y être déclarées[5] (sur une population déclarée de 650 000).

Pragmatisme ou populisme ?

Les réformes de N. Ušakovs à Riga sont bien visibles. Outre le prix des transports en commun qui va diminuer, les pistes cyclables se sont multipliées, les routes sont réparées, les parcs entretenus, les illuminations de Noël sont superbes... En véritable professionnel de la communication, N. Ušakovs est physiquement omniprésent dans la ville, il utilise tous les moyens modernes à sa portée, twitte à tour de bras et poste plus que quotidiennement des infos, systématiquement doublées en letton et en russe, sur son compte Facebook, invite ses administrés à lui signaler toute rue non déneigée... Il est perçu comme un gestionnaire pragmatique et efficace mais on trouve indéniablement dans sa démarche une part de marketing politique. Certaines actions sont plus visibles que d'autres, et plus payantes électoralement. Il n'est pas le premier élu, ni le dernier, à l'avoir compris.

Le drame que vient de vivre la Lettonie, le 21 novembre 2013 lorsque le toit d'un supermarché de Riga s'est effondré causant la mort de 54 personnes, donne une bonne illustration de la posture du maire. N. Ušakovs n'a pas épargné sa peine, et l'a montré. Lorsque le Premier ministre a annoncé sa démission, le 27 novembre, le maire a dit n'y voir que cynisme: les dossiers à venir étant particulièrement délicats pour le gouvernement, l'opportunité était belle de partir à temps. Lui s'est positionné en maire responsable et affecté mais combattif : fort des 58 % de voix obtenues en juin 2013, il a exclu de démissionner et a dénoncé dans le drame de Zolitūde, le quartier de Riga où se situait le supermarché, le résultat du libéralisme excessif. Il a dit s'en vouloir d'avoir laissé faire les autorités nationales quand, en 2009, elles ont pris la décision de supprimer la Commission en charge du contrôle des constructions[6]. Sa priorité maintenant, affirme-t-il, est que les familles des victimes reçoivent une indemnisation de la part de la municipalité avant Noël. Le gouvernement letton, lui, prévoit de verser des indemnisations au mieux en juin 2014.

Notes :
[1] Sur ce sujet, voir Céline Bayou, « Instrumentalisation des résultats électoraux: le jeu dangereux des leaders politiques lettons », *P@ges Europe*, 2 janvier 2012.
[2] Licia Cianetti, «Riga's municipal elections and the elections to the Parliament of the non-represented: Latvia's ethnic politics at a crossroads?», *Baltic Worlds*, 5 août 2013.
[3] Déclaration d'Andrejs Elksniņš, député à la Saeima et membre du SC. *Delfi*, 5 juillet 2013.
[4] Sur ce sujet, voir l'article de Pascal Orcier dans ce même dossier, « Quelle politique des transports à Riga ? ».
[5] *Apollo*, 26 septembre 2013.
[6] Céline Bayou, « Lettonie. Entre euro, crise et austérité, un pays traumatisé », *P@ges Europe*, à paraître (17 décembre 2013).

* Céline BAYOU est rédactrice en chef de Regard sur l'Est

Vignette : www.ushakov.lv

Retour en haut de page

date créée
15/12/2013
Champs de Méta
Auteur-article : Céline BAYOU